Statuts du LPCT

Avis du comité social d'administration du 30 novembre 2023

Approuvés par le conseil d'administration de l'université de Lorraine du 12 décembre 2023 ;

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 713-1, L. 713-3, L. 719-3 et les articles D. 719-1 à D. 719-47 ;

Vu le décret n° 2011-1169 du 22 septembre 2011 portant création de l'Université de Lorraine ;

Vu le règlement intérieur de l'Université de Lorraine ;

Titre I. Missions et principes

Article 1. Dénomination et affiliation

En application du décret n° 2011-1169 du 22 septembre 2011 portant création de l'université de Lorraine et notamment son article 13 - III, il est créé le 1^{er} janvier 2018 à Vandœuvre-lès-Nancy une unité mixte de recherche (UMR 7019) dénommée LPCT (laboratoire de physique et chimie théoriques). Il bénéficie à ce titre du double rattachement, d'une part à l'Université de Lorraine et, d'autre part au CNRS. Il est affilié à la fois au pôle scientifique CPM (chimie et physique moléculaires) et à l'école doctorale C2MP (chimie, mécanique, matériaux, physique).

Article 2. Mission générale

Dans le cadre général de la politique de l'université de Lorraine, l'unité concourt aux missions de service public de l'enseignement supérieur et de la recherche définies aux articles L. 123-1 à L. 123-9 du Code de l'éducation.

Article 3. Missions particulières

L'unité couvre une vaste étendue de sujets allant de la dynamique à l'équilibre et hors de l'équilibre de systèmes complexes, enjeu majeur de la physique et chimie contemporaines concernant des domaines aussi variés que la cinétique chimique, l'optique quantique, les gaz d'atomes ultra-froid, les propriétés de transport électronique, le vieillissement physique des matériaux ou encore les phénomènes d'ionisation et d'excitation allant des molécules simples à des macromolécules telles que l'ADN.

Les recherches portent également sur la solvatation en milieux non-conventionnels tels que les liquides ioniques et les fluides supercritiques qui sont de plus en plus utilisés dans le domaine de la chimie verte pour remplacer les solvants polluants traditionnels.

Enfin, une partie de l'activité concerne la modélisation moléculaire de phénomènes contrôlant des processus biologiques clés dans la vie et la communication cellulaire.

Article 4. Localisation

L'unité est localisée sur deux sites :

- la faculté des sciences et technologies à Vandœuvre-lès-Nancy
- l'institut de chimie, physique et matériaux à Metz.

Article 5. Organisation

L'unité est dirigée par un directeur qui est assisté d'un directoire et s'appuie sur un conseil d'unité.

L'unité est également composée d'axes scientifiques. Chaque axe est animé par un responsable, élu par ses membres ou à défaut désigné par le directeur de l'unité après avis du conseil d'unité.

Titre II. Assemblée générale

Article 6. Composition

L'assemblée générale se compose :

- de membres permanents
 - les enseignants-chercheurs en poste dans l'unité
 - les personnels BIATSS/ITA
- de membres non permanents
 - les doctorants
 - les post-doctorants

Article 7. Fonctionnement

L'assemblée générale se réunit au moins quatre fois par an sur convocation du directeur de l'unité.

La convocation est envoyée à chaque membre, avec l'ordre du jour et les éventuels documents de travail, au moins quinze jours avant la date de l'assemblée.

L'assemblée générale est consultée sur les questions relatives à la politique scientifique, la gestion des crédits (validation du bilan financier de l'année écoulée et projection pour l'année à venir) et des ressources humaines, l'organisation, le fonctionnement de l'unité, et tout autre sujet relatif à la vie de l'unité.

Des points à traiter peuvent être proposés par des membres de l'assemblée générale au plus tard 8 jours avant l'assemblée générale.

Le directeur peut inviter toute personnalité extérieure.

Le rapport annuel d'activités de l'unité est présenté chaque fin d'année devant l'assemblée générale par le directeur.

L'assemblée générale peut être consultée par le directeur sur toute question relative aux activités de l'unité.

Par le biais des questions diverses, tout membre peut demander l'inscription d'un sujet particulier à l'ordre du jour.

L'assemblée générale émet ses avis à la majorité simple des suffrages valablement exprimés des membres présents ou représentés.

Tout membre peut donner une procuration à tout autre membre. Nul ne peut détenir plus de deux procurations.

Titre III. Conseil de l'unité

Article 8. Composition

Le conseil d'unité comprend des membres de droit, nommés et invités ainsi que des représentants élus des différents collèges tels que définis par le Code de l'éducation.

Le Conseil de l'unité comprend **20 membres** au plus qui sont répartis de la manière suivante :

11 membres élus :

- Collège A (professeurs et personnels assimilés) : 4
- Collège B (maîtres de conférences et personnels assimilés) : 4
- Collège des doctorants : 2
- Collège des Personnels administratifs, techniques et de service (BIATSS, ITA) : 1

3 membres de droit au plus :

- le directeur de l'unité
- le ou les directeurs adjoints

6 membres nommés au plus dont les responsables d'axes s'il n'en sont pas déjà membre élu.

Le responsable administratif de l'unité assiste au conseil en qualité de membre invité permanent avec voix consultative s'il n'en est pas déjà membre élu.

Le directeur peut inviter à assister au conseil toute personne dont l'expertise peut être utile aux débats.

Tout membre de l'unité pourra être invité sans voix délibérative pour débattre d'un problème particulier en fonction de l'ordre du jour.

Le président ou son représentant, le directeur général des services, l'agent comptable de l'université assistent de droit au conseil avec voix consultative.

L'élection au conseil d'unité des membres des collèges A, B, doctorants et BIATSS/ITA est réalisée conformément aux dispositions du Code de l'éducation.

Une commission électorale *ad hoc* constitué du directeur et du responsable administratif est constituée pour organiser et gérer l'élection du conseil d'unité.

La durée du mandat des membres élus est fixée sur la durée du contrat de site en cours, sauf pour les représentants des étudiants dont le mandat est de deux ans.

Lorsqu'un membre élu du conseil perd la qualité au titre de laquelle il a été élu ou lorsque son siège devient vacant, il est procédé à son remplacement, pour la durée du mandat restant à courir, dans les conditions prévues à l'article D. 719-21 du Code de l'éducation.

Article 9. Missions

Le Conseil de l'unité émet un avis sur la nomination du directeur de l'unité.

Il délibère sur :

- le budget de l'unité et la répartition des moyens financiers et humain qui lui sont alloués ;
- la politique des contrats de recherche concernant l'unité ;

- la politique de transfert de technologie et la diffusion de l'information scientifique de l'unité ;
- la politique de formation par la recherche au sein de l'unité ;
- le programme de formation professionnelle en cours et pour l'année à venir ;
- l'organisation interne de l'unité et toutes mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'unité et susceptibles d'avoir une incidence sur la situation et les conditions de travail du personnel ;
- le rapport d'observations sur l'évaluation de l'unité à transmettre aux tutelles ;
- la nomination des fonctionnaires dans le corps des ingénieurs, des personnels techniques et d'administration de la recherche (ITA/BIATSS) ;
- les questions d'hygiène et de sécurité.

Le directeur de l'unité peut en outre consulter le conseil d'unité sur toute autre question concernant l'unité.

Article 10. Fonctionnement

10.1. Dispositions générales

Le conseil d'unité est présidé par le directeur de l'unité. Il se réunit au moins quatre fois par an sur convocation du directeur ou à la demande du tiers des membres du conseil, sur un ordre du jour précis.

L'ordre du jour est arrêté par le directeur après consultation du directoire et transmis aux membres, avec la convocation, au minimum huit jours avant la date de la réunion, sauf urgence motivée.

Un tiers des membres du conseil peut demander au directeur, au plus tard 48 heures avant la séance et par écrit, l'inscription, à l'ordre du jour, d'un ou plusieurs points relevant de la compétence du conseil.

Les documents nécessaires à la préparation de la séance (compte-rendu, rapports, budget, etc.) sont rendus disponibles de façon dématérialisée à l'ensemble des membres du conseil d'unité au moins 24 heures avant le début de la séance.

La séance ne peut être déclarée ouverte que si la moitié des membres en exercice est présente ou représentée. Si ce quorum n'est pas atteint, le conseil se réunit à nouveau dans un délai de huit jours, sur nouvelle convocation, et délibère valablement sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents.

Les décisions sont prises à la majorité simple des suffrages valablement exprimés des membres présents ou représentés. Les votes ont lieu à main levée ou à bulletin secret. Toute décision du conseil concernant les personnes doit être prise au scrutin secret.

Tout membre empêché d'assister à tout ou partie d'une séance du conseil, peut donner procuration à un autre membre de ce conseil tout collègue confondu. Nul ne peut être porteur de plus de deux procurations.

Les séances du conseil font l'objet d'un compte rendu approuvé lors de la séance suivante diffusé à l'ensemble des membres de l'unité ainsi qu'au président de l'université. Ces comptes rendus seront mis à disposition sur le site intranet du laboratoire.

10.2. Réunions par visio-conférence

Dans le cadre des réunions du conseil, le directeur peut recourir à la visioconférence. Ce recours doit demeurer exceptionnel.

La visioconférence doit permettre la participation effective des membres du conseil, notamment :

- l'identification à tout moment des participants ;
- un débit continu des informations visuelles et sonores ;

- la sécurité et de la confidentialité des données transmises ;
- le secret des débats à l'égard des tiers ;
- la possibilité d'entendre des invités ponctuels ;
- l'enregistrement et la conservation des échanges.

Les règles de convocation, d'envoi des documents de travail, de quorum à l'ouverture de la réunion et de majorité requise pour l'adoption du point restent inchangées.

Le compte-rendu fait état des présents (présents physiquement en séance et participant à distance), de l'absence des personnes convoquées à la réunion et de la présence de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie de la réunion, notamment des invités.

10.3. Vote à distance

Pour un point d'ordre du jour particulier au conseil nécessitant un vote en situation d'urgence, il peut être recouru à une consultation à distance par voie électronique avec échanges écrits. Cette modalité de vote doit permettre la participation effective et l'identification du membre participant, notamment par l'usage d'une adresse de courrier électronique professionnelle.

Les règles de convocation, d'envoi des documents de travail et d'approbation des délibérations restent inchangées. La décision ou l'avis qui résulte des opérations de vote n'est toutefois validé que si la moitié au moins des membres du conseil y a effectivement participé.

Le point soumis au vote à distance doit être accompagné de toute note d'information et élément permettant un vote éclairé de chaque membre ainsi sollicité.

À l'occasion de la convocation de la réunion du conseil, le directeur rappelle aux membres :

- la date et l'heure limite pour la présentation des contributions (échanges écrits par courriels ou dialogue en ligne) et pour les opérations de vote,
- les modalités précises de vote, y compris techniques.

Le délai pour les opérations de vote ne peut être inférieur à 24 heures, et ne comprend pas les week-end (samedi et dimanche) et jours fériés.

Sont exclus du vote à distance, les points suivants :

- le vote du budget,
- la modification des statuts,
- la révision du règlement intérieur,
- les votes portant sur des personnes.

À l'issue des opérations de vote, le directeur adresse les résultats au conseil.

Les échanges écrits entre les membres font l'objet d'une transcription par le secrétariat de séance en vue de la rédaction d'un compte rendu. Ils sont conservés jusqu'à l'approbation de celui-ci lors de la réunion suivante.

Il est entendu que ces dispositions sont appliquées dans le cadre de la réglementation en vigueur.

Titre IV. Commission Informatique

Article 11. Composition

La commission informatique est composée des membres permanents utilisateurs des ressources informatiques et des personnels techniques afférents au service informatique de l'unité. Elle est animée par le responsable du service informatique nommé par le directeur, assisté d'un représentant du personnel technique.

Article 12. Missions

La commission informatique est un groupe de travail chargé de mener les réflexions prospectives et rétrospectives sur la politique informatique de l'unité en amont du conseil d'unité.

Article 13. Fonctionnement

Elle se réunit au minimum 6 fois par an à la demande du directeur, ou du conseil d'unité sur des questions urgentes et spécifiques.

L'ordre du jour est arrêté par les animateurs après consultation du directeur et transmis aux membres, au minimum cinq jours avant la date de la réunion, sauf urgence motivée. Tout membre de la commission peut demander aux animateurs, au plus tard 48 heures avant la séance et par écrit, l'inscription à l'ordre du jour d'une question relevant de la compétence de la commission.

Les documents nécessaires à la préparation de la séance sont rendus disponibles de façon dématérialisée à l'ensemble des membres de la commission au moins 24 heures avant le début de la séance.

La présence effective de la moitié des membres en exercice est nécessaire pour que la séance soit déclarée ouverte.

Si ce quorum n'est pas atteint, la commission se réunit à nouveau dans les huit jours, sur nouvelle convocation, et délibère valablement sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents.

La commission émet ses avis à la majorité simple des suffrages valablement exprimés des membres présents ou représentés.

Tout membre peut donner une procuration à tout autre membre. Nul ne peut détenir plus de deux procurations.

Les votes ont lieu à main levée ou à bulletin secret. Tout vote de la commission concernant les personnes doit être réalisé au scrutin secret. Le vote à bulletin secret est de droit lorsqu'il est demandé par un membre de la commission.

Les séances de la commission font l'objet d'un compte rendu approuvé lors de la séance suivante diffusé à l'ensemble des personnels de l'unité et mis à disposition sur le site intranet du laboratoire.

Titre V. Instances dirigeantes

Article 14. Directeur de l'unité

14.1. Désignation

- Le directeur est nommé par les présidents des tutelles après avis de l'assemblée générale restreinte aux membres permanents pour la durée du contrat d'établissement.
- Peuvent candidater à la fonction de directeur les enseignants-chercheurs titulaires d'une habilitation à diriger les recherches en poste dans l'unité.
- L'avis de l'assemblée générale restreinte est émis au scrutin majoritaire à deux tours.
- Nul ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs en qualité de responsable de la même unité.
- L'élection a lieu lors d'un conseil de l'unité, organisé au moins trois mois avant l'expiration du mandat de la direction en fonction.
- Les candidatures doivent être déposées auprès du secrétariat de l'unité au plus tard le 8^e jour franc précédant le conseil de l'unité.
- L'assemblée générale restreinte est présidée par le directeur ou par le doyen ou la doyenne d'âge de l'assemblée si le directeur brigue un nouveau mandat.
- La présence effective de la moitié des membres en exercice est nécessaire pour que la séance soit déclarée ouverte.
- Les membres de l'assemblée générale restreinte se prononcent au scrutin secret après audition des candidats.
- Nul ne peut être porteur de plus de deux procurations.
- En cas de démission ou d'empêchement définitif du directeur, la succession doit être nommée dans un délai de deux mois à compter de la constatation de la vacance par les présidents des tutelles pour la durée du mandat restant à courir.

14.2. Attributions

Le directeur assure la direction de l'unité avec l'aide des membres du directoire et notamment :

- dirige l'unité et a autorité sur les personnels ;
- préside le conseil d'unité ;
- prépare les délibérations du conseil et assure l'application de ses décisions. À ce titre, il est membre de droit des commissions constituées par le conseil ;
- peut recevoir délégation de signature du président de l'université pour les affaires concernant l'unité, et notamment pour l'exécution des dépenses et des recettes propres à l'unité ;
- prépare et exécute le budget ;
- veille au respect de la réglementation et des règles de sécurité des personnes et des biens.
- peut prononcer la destitution d'un responsable d'axe après vote favorable du conseil d'unité. La procédure de destitution est définie par le règlement intérieur du LPCT.

Article 15. Directeur de l'unité adjoint

Le ou les directeurs adjoints est choisi parmi les personnels de l'unité et désigné par les présidents des tutelles sur proposition du directeur d'unité après avis du conseil de l'unité se prononçant à la majorité simple des suffrages valablement exprimés des membres présents ou représentés.

Il assiste le directeur de l'unité, le représente dans toutes les réunions internes ou externes auxquelles le directeur ne peut être présent.

Il le remplace dans toutes ses missions en cas d'indisponibilité transitoire de ce dernier. Son mandat ne peut excéder celui du directeur.

Sa nomination prend fin en même temps que celle du directeur.

Article 16. Directoire

16.1. Composition

Le directoire est composé, pour la durée restant à courir du mandat du directeur :

- du directeur de l'unité ;
- du ou des directeurs adjoints ;
- du responsable administratif.

Peuvent être invités aux réunions du directoire, à l'initiative du directeur, selon les points mis à l'ordre du jour, toute personne dont la présence est nécessaire à l'examen d'un point de l'ordre du jour et uniquement pour ce point.

16.2. Mission et fonctionnement

Le directoire prépare les dossiers qui seront discutés et votés en conseil d'unité et/ou en assemblée générale ainsi que dans les groupes de travail dépendant du conseil.

Il assiste le directeur dans l'exécution des décisions prises en conseil d'unité concernant la politique scientifique, le budget, la gestion des ressources humaines (création de postes, recrutement, accueil stagiaires, masters, doctorants, post doc...) ainsi que dans le traitement des dossiers courants ou urgents.

Le directoire se réunit autant que de besoin à l'initiative du directeur au moins une fois par mois en dehors des périodes de fermeture du laboratoire.

Titre V – Révisions statutaires

Article 17. Adoption et révision des statuts

Les modifications des présents statuts sont proposées à l'initiative du Président de l'Université, du directeur de l'Unité ou du quart au moins des membres en exercice du conseil de l'Unité. Elles sont adoptées à la majorité absolue des suffrages valablement exprimés des membres en exercice du conseil présents ou représentés, puis transmises au conseil d'Administration de l'université pour approbation.

Article 18. Règlement intérieur

Les présents statuts sont complétés par un règlement intérieur de l'unité soumis au Conseil de l'Unité qui se prononce à la majorité absolue des suffrages valablement exprimés des membres en exercice présents ou représentés. Le règlement intérieur peut être modifié dans les mêmes conditions.